

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

DU 23 NOVEMBRE 1958

Electricies,

Electeurs,

Chers Concitoyens,

Au printemps de cette année LA FRANCE A EVITE de peu la guerre civile. LA FERMETE DE PFLIMLIN — bien mal soutenu par les députés de l'Ain en exercice dont pas un n'a voté son investiture — a permis au général De Gaulle d'être régulièrement et démocratiquement élu par le Parlement. Puis LE VOTE MASSIF DE LA CONSTITUTION a donné au Chef du Gouvernement l'autorité nécessaire pour promouvoir, dans la stabilité, une politique d'avenir.

Ainsi est réalisée la condition première pour LA RECHERCHE EN ALGERIE D'UNE SOLUTION JUSTE et de progrès, élément essentiel et préalable de tout redressement français.

Mais LES DANGERS NE SONT PAS TOUS ECARTES et le Chef du Gouvernement a grand besoin de pouvoir s'appuyer sur un Parlement résolument démocratique dont la confiance active N'ETOUFFE PAS L'ESPRIT CRITIQUE.

C'est dans ces conditions que le Congrès du Mouvement Républicain Populaire m'a demandé de poser ma candidature dans la circonscription BUGEY - PAYS DE GEX. J'ai accepté parce que



la nouvelle Constitution m'apporte l'espoir — QUE J'AVAIS PERDU EN 1951 — de pouvoir faire travail utile au Parlement.

J'ai accepté aussi parce que je pense qu'il me sera possible DE SERVIR AINSI CE BUGEY dans lequel j'ai toujours vécu, partageant mon temps entre BELLEY, siège de mon activité professionnelle et NAN-

TUA où sont toutes mes attaches familiales.

UNI AU PAYS DE GEX par la géographie, l'Histoire et beaucoup de problèmes communs, le Bugey connaît depuis cent ans, une BAISSSE DE POPULATION qui est à la fois la cause et la conséquence d'une dégradation économique grave.

Certes des SIGNES D'ESPOIR EXISTENT çà et là sous l'impulsion de certains Maires ou d'organisations professionnelles, mais un aménagement rationnel de notre territoire exige une COORDINATION QUI DEVRA ETRE L'ŒUVRE DU DEPUTE de la circonscription.

Une des bases du redressement économique et social de cette région est le MONDE RURAL qui représente les 9/10^e des communes et les 2/3 de la population, et dont un problème essentiel est d'ail-

leurs LE PASSAGE D'UNE PARTIE DE SA JEUNESSE DANS LE MONDE OUVRIER. C'est pour-quoi j'ai demandé à mon ami EMILE BEVAND,

Chers Amis,

Pour faire des lois, il faut un homme de lois. C'est pour cette raison de bon sens que je demande aux ruraux de notre circonscription de **Belley-Gex-Nantua**, de voter pour DOMINJON qui travaille avec nous depuis 1945. Il connaît nos problèmes et saura promouvoir sur le terrain national comme dans la circonscription **une véritable politique agricole à long terme**. Pour ma part je l'y aiderai de toutes mes forces. En envoyant au nouveau Parlement un homme connu de nous, qui a fait ses preuves et qui est des nôtres, NOUS VOTERONS UTILE.

Emile BEVAND

Cultivateur, Conseiller Général
d'Oyonnax

REMPLAÇANT ÉVENTUEL

cultivateur, Conseiller Général du canton d'Oyonnax, avec qui je travaille depuis des années, d'être mon REMPLAÇANT ÉVENTUEL.

ELECTRICES, ELECTEURS, le vote que vous allez émettre est important : il va contribuer à fonder la V^e République et ORIENTERA EN PARTIE VOTRE AVENIR et celui du Pays tout entier.

Vive le Bugey et le Pays de Gex

Vive la République

Vive la Communauté Française

Pierre DOMINJON

Avocat à Belley,

Ancien Député de l'Ain

LIGNES GÉNÉRALES DU PROGRAMME

Il est impossible, sans risquer de tromper l'électeur, de formuler, dans la conjoncture actuelle, un programme précis. Je peux seulement indiquer les directions générales d'une action politique à longue échéance :

SUR LE PLAN NATIONAL

- REGLEMENT PAR PRIORITE ABSOLUE DU PROBLEME ALGERIEN.
- CONSTRUCTION DE LA COMMUNAUTE FRANCO-AFRICAINE ET DE L'EUROPE.
- EXPANSION ECONOMIQUE et augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs, notamment par une organisation rationnelle des marchés tant agricoles qu'industriels en prévision du marché commun.
- CONSTRUCTION INTENSIVE DE LOGEMENTS, AMELIORATION DE L'HABITAT facilitant la vie des femmes, notamment à la campagne.

- DEVELOPPEMENT D'UNE POLITIQUE SOCIALE ET FAMILIALE garantissant la promotion et la participation de plus en plus poussée, aux responsabilités publiques des organisations professionnelles, syndicales et familiales.
- GARANTIE ABSOLUE DE L'EGALITE tant politique qu'économique devant la Loi, et des LIBERTES FONDAMENTALES (liberté d'expression, de réunion, d'enseignement).

SUR LE PLAN RÉGIONAL

- Etude sérieuse, avec consultation des intéressés, du problème des zones franches ;
- Remembrement des exploitations agricoles ;
- Développement du tourisme, notamment pour les « congés payés » ;
- Implantation d'industries dans les centres ;
- Création de comités cantonaux d'aménagement du territoire.